



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 11/12/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EDF CETAC MONTEREAU**

CETAC  
16 Allée Marcel Paul  
77360 Vaires-sur-Marne

Références : E-25\ 2912  
N° Hélios : 63101  
Code AIOT : 0006513201

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement EDF CETAC MONTEREAU implanté Chemin du Port 77670 Vernou-la-Celle-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 09/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

- Inspection sur la thématique AIR

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF CETAC MONTEREAU
- Chemin du Port 77670 Vernou-la-Celle-sur-Seine
- Code AIOT : 0006513201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

- IED : Oui

Le site EDF-CETAC de Montereau est implanté dans le département de Seine-et-Marne (77) sur les communes de Vernou-la-Celle-sur-Seine et de La Grande-Paroisse.

Sur ce site, par arrêté préfectoral n°2010 DAIDD 1 IC 034 du 9 février 2010, complété par l'arrêté préfectoral n° 2022 DRIEAT UD 77 089 du 25 juillet 2022, EDF est autorisé à exploiter deux turbines à combustion (TAC) fonctionnant au fioul domestique et au gaz naturel.

Les TAC sont des moyens de production dits de « pointe » et « d'extrême pointe » qui permettent, en cas de fort pic de consommation électrique, d'assurer la fourniture en électricité ainsi que la sécurité du réseau.

Ces installations sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 1434, 3110 et 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'établissement est classé « Seveso seuil bas » au titre de la rubrique 4734 pour son stockage de liquides inflammables (fioul domestique).

L'établissement est également classé « IED » au titre de la rubrique 3110 pour ses installations de combustion.

Un porter à connaissance est en cours d'instruction en 2025, relatif au remplacement des canons à mousse utilisés dans la défense incendie des aires de dépôtage train et camion.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'Inspection a profité de l'inspection pour faire le point sur le porter à connaissance en cours d'instruction, relative au remplacement des canons à mousse des aires de dépotage train et camion.

Elle a visité l'aire de dépotage wagon pour se rendre compte de la difficulté de manœuvre des canons à mousse tractables actuellement utilisés.

Suite aux échanges sur la conformité des nouveaux équipements, une demande de complément a été transmise post inspection sur le respect de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Transmission des résultats trimestriels des mesures en continu	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.6	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Bilan annuel 2024 de la surveillance des rejets (air)	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 10.2	/	Demande d'action corrective	1 mois
3	Plan gestion OTNOC – Site Montereau (air)	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 5	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Assurance Qualité des AMS 4/5 - QAL3	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Détermination des flux horaires	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Contrôle annuel des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.2	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Assurance Qualité des AMS 1/5 - Généralités	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Assurance Qualité des AMS 2/5 - QAL1	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Assurance Qualité des AMS 3/5 - QAL2	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Assurance Qualité des AMS 5/5 - AST	AP Complémentaire	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 25/07/2022, article 3.2.8.3		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit respecter le délai de transmission des rapports trimestriels et vérifier le bon report des anomalies constatées dans le bilan des contrôles.

Il devra justifier les dépassements constatés lors des essais périodiques.

La plupart des non-conformités liées aux contrôles qualités ont pu être levées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Transmission des résultats trimestriels des mesures en continu

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AIR – Transmission des résultats
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats des mesures en continu sont transmis tous les trimestres à l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures périodiques réalisées au titre de l'article 3.2.8.2 II sont transmis dans le mois qui suit leur transmission à l'exploitant.</p> <p>Les résultats sont éventuellement accompagnés de commentaires sur les causes de dépassement constaté ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Analyse des bilans trimestriels 2024</u></p> <p>L'Inspection note que la majorité des anomalies sont constatées plus d'un an après leur survenue, ce qui ne permet pas d'échanges sur d'éventuelles améliorations.</p> <p>En effet, les délais de transmission trimestrielle (dès réception) des rapports prévus par l'arrêté d'exploitation ne sont pas respectés. Les bilans 2024 n'ont été transmis qu'en août 2025.</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit veiller à transmettre les bilans dans les délais prévus.</p> <p>L'inspection constate plusieurs dépassements de seuil sur les concentrations des NOx mesurés pour le fonctionnement au gaz des deux TAC en janvier, juillet et octobre. La plupart du temps, ces dépassements ne sont pas signalés dans le bilan du rapport.</p> <p>Certains dépassements semblent liés de manière erronée, à d'uniques mesures horaires ou journalières qui, bien qu'inférieures aux seuils associés (respectivement 100 mg/m<sup>3</sup> ou 55 mg/m<sup>3</sup>), deviennent supérieures à la VLE mensuelle (50 mg/m<sup>3</sup>) qui correspond à la moyenne des mesures.</p> <p>Par exemple, en janvier, la TAC5 a fonctionné pendant 1h01 durant une seule journée. La concentration mesurée sur la journée est de 51,26 mg/m<sup>3</sup>, elle est inférieure au seuil journalier max autorisé (55 mg/m<sup>3</sup>) donc conforme, mais supérieure au seuil mensuel autorisé fixé à 50 mg/m<sup>3</sup> et affiche donc un dépassement</p> <p>A contrario, des dépassements de seuils sur les mesures de concentrations NOx (gaz) apparaissent</p>

alors que les mesures journalières indiquées sont toutes en dessous des seuils fixés.

L'exploitant indique une erreur probable dans l'exportation des données de l'appli WEX et propose de transmettre les rapports trimestriels 2024 corrigés.

Un dysfonctionnement de la baie de mesure SIDOR et une maintenance de l'opacimètre le 20 décembre 2024, ont invalidé plusieurs mesures (concentration et flux) pour le gaz de la TAC5. Ces éléments ne sont cependant pas indiqués dans le bilan des mesures en dernière page du rapport.

L'Inspection constate l'absence du report de la majorité de ces anomalies dans les conclusions des rapports trimestriels. L'Inspection convient avec l'exploitant, pour les prochaines mesures en continu, d'un signalement mensuel par mél à l'Inspection, en cas de dépassement constaté, et d'un explicatif trimestriel dans les conclusions du rapport trimestriel associé.

#### Analyse des premiers bilans trimestriels 2025

Le FOD n'a pas été utilisé en 2025, hormis pour les mesures périodiques. L'exploitant a indiqué réfléchir à une reconduction du « tout gaz » pour 2026. L'Inspection demande à être informée en cas de reconduction de la non-utilisation de fioul domestique pour l'année 2026 sur le site.

Dans les bilans affichés en séance, l'Inspection constate que l'opacimètre de la TAC5 (gaz) est resté en maintenance jusqu'à fin février sans que cela ne soit mentionné dans le rapport.

Aucune mesure n'est enregistrée pour la TAC6 jusqu'au 28 mai 2025. L'exploitant a indiqué que cette dernière était restée en maintenance jusqu'à fin mai 2025 en raison d'une panne. L'Inspection constate que l'exploitant n'a pas informé l'administration de cet incident, contrairement à ce que prévoit l'article 2.5 de l'AP du 09/02/2010.

L'inspection rappelle à l'exploitant ses obligations de signalement de tout incident susceptible de modifier les conditions d'exploitation de son site.

Un dépassement de NOx en flux et concentration est indiqué sur la TAC6 (gaz) fin mai suite à une requalification après arrêt. L'exploitant indique ne pas avoir réussi à isoler la cause malgré ses investigations.

Un dépassement de SO2 en concentration et flux est visible en août 2025 pour la TAC6 (gaz), mais il n'est pas signalé dans le tableau de dépassement des seuils journaliers du rapport.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### **Suite n°20251118-1 :**

**Il est demandé à l'exploitant de veiller au respect de la fréquence de transmission des rapports trimestriels et d'informer l'Inspection de tout dépassement en concentration ou flux par mél mensuel et le cas échéant, à le mettre en exergue dans les conclusions des rapports trimestriels.**

##### **Suite n°20251118-2 :**

**L'exploitant n'a pas informé l'inspection de l'arrêt pour panne pendant 5 mois de la TAC6, tel que prévu par l'article 2.5 de son AP du 09/02/2010.**

##### **Suite n°20251118-3 :**

**L'exploitant justifiera le dépassement en SO2 du mois d'août sur les VLE « gaz » de la TAC6.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Bilan annuel 2024 de la surveillance des rejets (air)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/07/2022, article 10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AIR Bilan annuel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant le 30 avril de l'année suivante, un bilan annuel de la surveillance et des opérations imposées par le présent arrêté concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la surveillance des rejets atmosphériques et dans l'environnement ;</li> <li>• les résultats des procédures QAL 1-2-3 ;</li> <li>• la surveillance des prélèvements d'eau du réseau et des rejets aqueux ;</li> <li>• la gestion des déchets ;</li> <li>• la surveillance des eaux souterraines et des sols ;</li> <li>• les informations générales concernant la formation des opérateurs</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La prescription impose la transmission du bilan annuel avant le 30 avril de l'année suivante. La transmission ultérieure constitue une non-conformité. Le bilan 2024 a été réalisé en mai 2025 et transmis en août 2025.</p> <p>L'Inspection souhaite que les données de fonctionnement (nombre d'heures) par TAC distingue la partie FOD de la partie GAZ.</p> <p>Certaines erreurs relevées en séance devront faire l'objet d'une correction dans les rapports :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les flux annuels max des 2 TAC pour le FOD (indiqués en page 6) ne sont pas ceux de l'article 8 de l'APC du 25/07/2022</li> <li>- dans le chapitre des mesures périodiques, les flux de la TAC5 pour le gaz sont absents (page 8) alors que des concentrations ont été mesurées dans les tableaux précédents.</li> <li>- concernant les émissions annuelles (normales et otnoc), l'exploitant a retranscrit les mesures fournies par GEREPA qui ne distinguent pas les émissions selon le combustible utilisé.</li> </ul> <p>L'exploitant demande que le distinguo soit affiché dans les bilans annuels comme pour les années précédentes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Suite n°20251118-4 :</b></p> <p>L'exploitant veillera à transmettre le bilan annuel dans les délais prescrits. Il actualisera ce dernier selon les remarques faites lors de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Plan gestion OTNOC – Site Montereau (air)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/07/2022, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AIR Bilan annuel - OTNOC
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Modification Article 2.1.7 Gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement</u> Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme : <ul style="list-style-type: none"><li>- les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.</li><li>- les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.</li></ul> L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions. L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion de ces périodes OTNOC contenant : <ul style="list-style-type: none"><li>- la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, l'eau ou le sol (par exemple types de conception à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à combustion),</li><li>- l'établissement et la mise en oeuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes,</li><li>- une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et la mise en oeuvre des mesures correctives si nécessaire,</li><li>- une évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et la mise en oeuvre des mesures correctives si nécessaire.</li></ul> Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 12/12/2024, l'Inspection a validé la transmission par l'exploitant de la méthodologie de calcul des flux émis par chaque polluant pendant les périodes OTNOC, dans lequel il indique s'être basé sur les facteurs d'émission de la base OMINEA.  En séance, l'exploitant a indiqué ne pas effectuer de mesures pendant les périodes OTNOC. La détermination des flux se fait donc par calcul à partir des facteurs OMINEA. Cependant, l'Inspection constate l'absence de mesures de référence permettant de justifier l'absence de dérive liée à l'utilisation des facteurs OMINEA pour calculer les flux. Elle souhaite que l'exploitant se conforme au BREF de l'AM 2018 en : <ul style="list-style-type: none"><li>- justifiant l'utilisation des facteurs OMINEA pour calculer les flux (en et hors période OTNOC) au lieu des résultats d'analyse</li><li>- en détaillant le calcul et les mesures selon les périodes (normal ou otnoc)</li><li>- en expliquant comment il s'assure de l'absence de dérive avec OMINEA par rapport à l'utilisation de valeurs mesurées (par exemple si des mesures sont réalisées à une fréquence définie pour servir de référence, ...).</li></ul> L'exploitant va se rapprocher de son bureau de contrôle pour organiser une série de mesures en



période OTNOC qui pourraient servir de référence et, le cas échéant, indiquera à l'Inspection les limites techniques et contraintes qui rendent difficiles voire impossibles, la réalisation de telles mesures.

Il est à noter selon la MTD 11 :

*« La surveillance peut s'effectuer par des mesures directes des émissions, ou par le suivi de paramètres de substitution s'il en résulte une qualité scientifique égale ou supérieure à la mesure directe des émissions.*

*Les émissions au démarrage et à l'arrêt (DEM/ARR) peuvent être évaluées sur la base d'une mesure précise des émissions effectuée au moins une fois par an pour une procédure DEM/ARR typique, les résultats de cette mesure étant utilisés pour estimer les émissions lors de chaque DEM/ARR tout au long de l'année. » .*

Cette MTD a été intégrée depuis le 30 janvier 2025 à l'article 30-1 de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110.

L'AM 3110 du 03/08/2018 intègre également à l'article 5-3 : « Gestion des périodes « autres que normales » (OTNOC).

[...]/[...]

- évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire. »

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite n°20251118-5 :**

Afin de démontrer la conformité de la méthode de surveillance des périodes OTNOC aux dispositions de l'article 30-1 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 [NOR : TREP1726535A], il conviendra que l'exploitant définisse les caractéristiques d'une procédure DEM/ARR typique (par exemple, durée de montée en charge, débit d'injection de combustible, ou plus généralement, tout élément pertinent permettant de justifier de la reproductibilité des résultats de mesure pour les autres périodes de démarrage et d'arrêt de l'installation sur l'année calendaire considérée).

Il est demandé à l'exploitant d'effectuer une mesure précise de ses périodes démarrage/arrêt afin d'avoir un élément de comparaison pour son suivi des périodes OTNOC.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 4 : Assurance Qualité des AMS 1/5 - Généralités**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, AIR – Mesure en continu

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure) réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST). [..]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel de l'Observation n°13102023-3 de l'inspection du 13/10/2023 :</u> Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérifier la fréquence minimale pour la maintenance préventive des convertisseurs de NO2 installés sur le site de Montereau (dont le remplacement de la cartouche catalytique),</li> <li>- mettre en cohérence les consignes figurant dans la fiche de maintenance établie pour le site de Montereau, le cas échéant,</li> <li>- transmette les 2 dernières fiches de maintenance des baies d'analyses SIDOR des 2 TAC mettant en évidence le remplacement des cartouches catalytiques et des joints des convertisseurs de NO2.</li> </ul> <p>Dans sa réponse du 15/11/2024, l'exploitant a transmis les deux dernières fiches de maintenance des baies Sidor qui indiquent le remplacement des cartouches et joints des convertisseurs NOx/NO.</p> <p>Concernant la périodicité, suite aux derniers contrôles effectués, l'organisme de contrôle a formalisé la fréquence qui est désormais annuelle. L'exploitant va transmettre à l'Inspection les rapports de contrôle effectués en 2024 et 2025.</p> <p><b>=&gt; L'observation n°13102023-3 de l'inspection du 13/10/2023 est levée.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Assurance Qualité des AMS 2/5 - QAL1

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AIR – Mesure en continu</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure) réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. <u>Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</u></p> <p><u>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.</u> Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel de la non-conformité n°13102023-2 de l'inspection du 13/10/2023 :</u>  <i>Contrairement aux dispositions de l'article 3.2.8.3 modifié de l'arrêté préfectoral du 9 février 2010, pour un fonctionnement au gaz naturel, l'AMS SIDOR n'est pas apte au mesurage du SO2 dans les étendues fixées par la procédure QAL 1.</i></p> <p>Dans sa réponse du 15/11/2024, l'exploitant a transmis les contrôles QAL1 des baies Sidor effectués pour les 2 TAC en 2024 et précise avoir demandé à bénéficier de l'antériorité pour le gaz.</p> <p>L'Inspection indique que selon le guide de la norme FD X 43-132, l'absence de QAL1 ne constitue pas une non-conformité dès lors que les équipements bénéficient de contrôles QAL2 et/ou QAL3, ce qui est le cas pour les baies SIDOR.</p> <p><b>=&gt; La non-conformité n°13102023-2 de l'inspection du 13/10/2023 est levée.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Assurance Qualité des AMS 3/5 - QAL2

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AIR – Mesure en continu
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2024</li> </ul>

### Prescription contrôlée :

I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure) réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.

### Constats :

#### Rappel de la non-conformité n°13 de l'inspection du 03/10/2022 :

*L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'appareil de mesure des poussières est exploité conformément à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 en réalisant notamment les procédures qualité QAL2, QAL3 et AST.*

*De plus, dans un précédent courrier de réponse, l'exploitant a indiqué que la courte durée de fonctionnement des TAC associée à une faible concentration en poussières dans les émissions ne permettent pas de réaliser un étalonnage convenable de l'opacimètre.*

#### Rappel de la non-conformité n°13102023-3 de l'inspection du 13/10/2023 :

*Contrairement à la disposition 3.2.8.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/02/2010, la procédure d'assurance qualité QAL 2 n'est pas appliquée pour les appareils employés pour la mesure en continu des émissions de poussières des deux TAC.*

Dans sa réponse du 15/11/2024, l'exploitant a justifié l'application du cas C (fonction d'étalonnage  $y=x$ ) pour les deux combustibles, en se basant sur le guide d'application XP X43-132.

En effet, le cas C s'applique pour les installations de combustion soumises au QAL2 et fonctionnant moins de 500 heures par an, ce qui est le cas des installations de Montereau, et prévoit 5 mesurages répartis sur un jour.

Dans le cas C, si le type d'AMS ne permet pas l'utilisation de matériau de référence et si les mesures sont inférieures à 20 % de la  $VLE_{ref}$ , il est adopté une fonction d'étalonnage  $y = x$  jusqu'à 30 % de la  $VLE_{ref}$ .

L'inspection des installations classées confirme que l'exploitant se trouve dans le cas C défini à la section 6.2.1 de la norme XP X43-132.

**=> Les non-conformités n°13 de l'inspection du 03/10/2022 et n°13102023-3 de l'inspection du 13/10/2023 sont levées**

#### Rappel de la non-conformité n°13102023-4 de l'inspection du 13/10/2023 :

Contrairement à la disposition 3.2.8.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/02/2010, l'appareil de mesure en continu SIDOR n'est pas totalement exploité selon le fascicule de documentation FD X 43-132. En effet, la stratégie de mesure des QAL 2 n'est pas conforme au logigramme de la figure 2 en 5.2 du fascicule. Pour les prochains QAL 2, l'exploitant veillera à communiquer à l'organisme de contrôle les résultats des contrôles réglementaires réalisés pour l'ensemble des paramètres mesurés en continu et s'assurera de la bonne mise en œuvre des normes en vigueur pour l'application du QAL 2, notamment concernant le nombre de mesure (au moins 15 mesures valides uniformément répartis sur une période d'au moins 3 jours, sur toute la durée de chaque journée de mesure et réalisés sous une période de 4 semaines).

Rappel de l'observation n°13102023-4 de l'inspection du 13/10/2023 :

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la validité des droites d'étalonnage pour le SO<sub>2</sub>, compte tenu de la remarque formulée par l'organisme de contrôle dans les rapports QAL2 et du point soulevé dans la fiche de contrôle relative au QAL 1 (pour le SO<sub>2</sub> avec un fonctionnement gaz naturel, l'étendue de la mesure certifiée de l'AMS n'est pas adaptée à l'application qui en est faite).

Rappel de l'observation n°13102023-5 de l'inspection du 13/10/2023 :

Il est demandé à l'exploitant de démontrer que l'AMS SIDOR installé pour la mesure en continu des émissions de la TAC 6 est bien apte à l'emploi et est correctement étalonné, en réalisant un nouveau QAL 2 conformément aux normes en vigueur et présentant des conclusions satisfaisantes.

Dans sa réponse du 15/11/2024, l'exploitant a précisé sa difficulté à programmer les mesures demandées, d'une part sur la durée des mesures qui imposent un fonctionnement continu de 3 jours alors que le site est exploité pour des besoins ponctuels de secours (soit quelques heures par jours en période tendue) et que d'autre part, les contraintes de réalisation des essais limitent fortement l'amplitude journalière des périodes favorables.

L'exploitant a également transmis les dernières analyses en laboratoires de ses livraisons de fioul et gaz naturel justifiant des caractéristiques inchangées des deux combustibles depuis 2021.

Enfin, il a transmis le dernier QAL2 réalisé pour la TAC6 en 2024 (suite aux résultats non conformes de la QAL2 de 2023). Les résultats ne mentionnent aucune anomalie.

En l'occurrence, l'exploitant s'appuie sur le cas C défini à la section 6.2.1 de la norme XP X43-132 (juillet 2023). Ce cas s'applique pour les installations de combustion soumises au QAL2 et fonctionnant moins de 500 heures par an, ce qui est le cas des installations de Montereau, et prévoit 5 mesures réparties sur un jour.

Le QAL2 peut être réalisé avec cinq mesures parallèles AMS/SRM au lieu de 15. Dans ce cas, il n'est pas imposé de répartir les 5 mesures sur 3 jours. La fonction d'étalonnage est déterminée en prenant en compte les moyennes des mesures obtenues lors des injections de gaz pour étalonnage respectivement au zéro et en concentration.

L'inspection des installations classées confirme que l'exploitant se trouve dans le cas C défini à la section 6.2.1 de la norme XP X43-132.

Il peut donc réaliser cinq mesures parallèles AMS/SRM au lieu de 15. Dans ce cas, il n'est pas imposé de répartir les 5 mesures sur 3 jours.

**=> La non-conformité n°13102023-4 et les observations n°13102023-4 et 13102023-5 sont levées.**

Post inspection, l'exploitant a transmis le dernier QAL2 de la TAC5 réalisé en mars 2025. Aucun

écart n'a été constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

#### N° 7 : Assurance Qualité des AMS 4/5 - QAL3

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AIR – Mesure en continu
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure) réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. <u>Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</u></p> <p>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et <u>l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</u></p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel de l'observation n°13102023-6 de l'inspection du 13/10/2023 :</u>  <i>Il est demandé à l'exploitant de communiquer les résultats des contrôles QAL 3 à zéro concentration (au format carte de contrôle).</i></p> <p><u>Rappel de l'observation n°13102023-7 de l'inspection du 13/10/2023 :</u>  <i>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la conformité des résultats lors des contrôles QAL3, compte tenu des non-conformités relevées par Bureau Veritas sur les gaz étalons NO des 2 TAC du site.</i></p> <p>Dans sa réponse du 15/11/2024, l'exploitant indique que l'anomalie relevée en 2023 par l'organisme en charge des QAL2 / AST a été corrigée. Les QAL2 et AST réalisés en 2024 concluent que les résultats sont satisfaisants. L'exploitant a également transmis les derniers contrôles QAL3 des deux TAC au format carte de contrôle EWMA réalisés en 2024.</p> <p>L'exploitant précise également avoir actualisé la procédure QAL3 sur les cartes afin d'améliorer la détection de possibles dérives.</p>

<p>La procédure actualisée du QAL3 a été transmis post inspection.</p> <p>L'Inspection souhaite la transmission des derniers rapports de contrôle ainsi que les dernières fiches de maintenance des baies.</p> <p><b>=&gt; Les observations n°13102023-6 et 13102023-7 de l'inspection du 13/10/2023 sont levées.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Suite n°20251118-6 :</u></b>  <b>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection les derniers rapports de contrôle QAL3 des baies ainsi que leurs dernières fiches de maintenance.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### **N° 8 : Assurance Qualité des AMS 5/5 - AST**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AIR – Mesure en continu</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure) réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et <u>une vérification annuelle (AST)</u>.  Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et <u>l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST</u>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel de la non-conformité n°13102023-5 de l'inspection du 13/10/2023 :</u>  Contrairement à la disposition 3.2.8.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/02/2010, l'AST n'a pas été mis en œuvre pour l'appareil employé pour la mesure en continu des émissions de poussières de la TAC 5.</p> <p>Dans sa réponse du 15/11/2024, concernant les mesures des composés gazeux, l'exploitant a</p>

invoqué le guide d'application XP X 43-132 pour justifier l'utilisation du cas C dans les mesures de poussières et composés gazeux. Il a également précisé que la norme autorisait cinq mesurages parallèles au lieu des 15 réglementaires sans que ces derniers ne soient réalisés sur 3 jours consécutifs.

Concernant les mesures de poussières, l'exploitant rappelle que des QAL2 ont été réalisés en 2019 pour les poussières sur les deux TAC.

Cependant, il indique que les concentrations en poussières mesurées pour les deux combustibles restent faibles (inférieures à  $5 \text{ mg/Nm}^3$ ) et qu'aucun matériau de référence n'existe pour la calibration des opacimètres.

Il cite également une note de l'Ineris (Réf DRC-19-168319-00008B) de 2016 qui stipule que pour des concentrations inférieures à  $5 \text{ mg/Nm}^3$ , une droite d'étalonnage ne peut pas être établie et qu'en conséquence, il n'est pas possible de réaliser un QAL2 ni un AST sur les poussières dans de telles conditions d'exploitation.

En effet, le cas C s'applique pour les installations de combustion soumises au QAL2 et fonctionnant moins de 500 heures par an, ce qui est le cas des installations de Montreuil, et prévoit 5 mesurages répartis sur un jour.

En l'occurrence, l'exploitant s'appuie sur le cas C défini à la section 6.2.1 de la norme XP X43-132 (juillet 2023). Ce cas s'applique pour les installations de combustion soumises au QAL2 et fonctionnant moins de 500 heures par an, ce qui est le cas des installations de Montreuil, et prévoit 5 mesurages répartis sur un jour.

Dans le cas C, si le type d'AMS ne permet pas l'utilisation de matériau de référence et si les mesures sont inférieures à 20 % de la  $VLE_{ref}$ , il est adopté une fonction d'étalonnage  $y = x$  jusqu'à 30 % de la  $VLE_{ref}$ .

L'inspection des installations classées confirme que l'exploitant se trouve dans le cas C défini à la section 6.2.1 de la norme XP X43-132.

**=> la non-conformité n°13102023-5 de l'inspection du 13/10/2023 est levée.**

Une visite des locaux a permis à l'Inspection de constater la présence et le bon fonctionnement des baies de mesures sur la TAC5.

**Type de suites proposées :** Sans suites

## N° 9 : Détermination des flux horaires

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21

**Thème(s) :** Risques chroniques, AIR – Flux des émissions atmosphériques

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024



**Prescription contrôlée :**

II. L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants dans l'atmosphère.

En particulier, « les méthodes normalisées de référence fixées dans un avis publié au Journal officiel » sont respectées.

**Constats :**

Rappel de la non-conformité n°13102023-6 de l'inspection du 13/10/2023 :

*Contrairement aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales relatif aux installations classées 3110 supérieures à 50 MW, la norme NF EN 16911-1 et le guide FDX43-140, visés par l'avis du 22/02/22 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures air, eau et sols dans les ICPE à autorisation, ne sont pas respectés, en ce qui concerne la détermination des débits de gaz et fumées. L'exploitant justifiera les dispositions prises, soit pour respecter les méthodes normalisées de référence pour calculer le débit à partir de la consommation d'énergie conformément aux dispositions de la norme NF EN 16911-1 et au guide FDX43-140, soit en mesurant en continu le débit des gaz de combustion.*

Dans sa réponse du 15/11/2024, l'exploitant a précisé que les débits de combustibles étaient suivis en continu par le biais d'un système raccordé :

- pour le gaz : le débitmètre utilisé est sous la responsabilité de GRT Gaz. Le signal est relié à l'application WEX de l'exploitant ;
- pour le FOD : le débitmètre utilisé est également relié à l'application WEX

Concernant les caractéristiques des combustibles, il indique qu'ils sont régulièrement analysés à l'approvisionnement. Celles du gaz sont effectuées sous la responsabilité de GRT Gaz.

L'exploitant indique utiliser un compteur non mécanique pour le gaz dont l'étalonnage est généralement fiable mais non réévalué car une vérification de l'étalonnage nécessiterait l'arrêt des turbines. Il précise que seules des mesures de contrôles sont effectuées.

L'Inspection souhaite la transmission du certificat d'étalonnage du compteur gaz et demande que l'exploitant justifie l'absence de dérive dans l'étalonnage en utilisant ce compteur.

**L'inspection constate que le tableau E5 de la norme NF EN 16911-1 demande un débitmètre massique ou volumique AVEC certificat d'étalonnage traçable.**

**=> La non-conformité n°13102023-6 de l'inspection du 13/10/2023 est maintenue**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite n°20251118-7 :**

**L'exploitant doit justifier plus précisément, en fournissant les éventuels documents techniques nécessaires à sa démonstration, que le compteur mécanique des TACs, qu'il considère comme débitmètre volumique au sens de la norme NF EN 16911-1, ne nécessite pas d'étalonnage régulier, et cela sans que sa fiabilité de mesure ne soit compromise dans le temps. Dans le cas contraire, il**

lui revient de remettre à l'Inspection un certificat d'étalonnage traçable produit pour cet appareil
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

#### N° 10 : Contrôle annuel des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures des paramètres visés aux articles 3.2.4 (concentrations) et 3.2.6 (flux horaires) du présent arrêté par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.</p> <p>Les mesures périodiques s'effectuent à la charge nominale de l'installation et au minimum technique, soit 66 % de la charge nominale au FOD et 65 % au gaz naturel, après une période de stabilisation du régime de fonctionnement.</p> <p>La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure, et chaque mesure sera répétée au moins trois fois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel de la suite n°20241212-4 de l'inspection du 12/12/2024 :</u></p> <p><i>Les mesures périodiques des émissions atmosphériques des 2 TAC, au minimum technique (MT), telles que demandées par les dispositions de l'article 3.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2010 modifié par l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2022, n'ont pas été réalisées en 2024. L'exploitant s'assurera de leur prise en compte par le prestataire en 2025.</i></p> <p>Le contrôle périodique de la TAC5 a été effectué en mars 2025. Le rapport a été affiché en séance et indique la réalisation des mesures en période MT et PMD.</p> <p><b>=&gt; La non-conformité n°20241212-4 de l'inspection du 12/12/2024 est levée.</b></p> <p>L'exploitant précise que l'anomalie indiquant une vitesse d'éjection inférieure au minimum requis est erronée car cette VLE ne s'applique qu'aux périodes de fonctionnement normales (PMD) et non MT.</p> <p>L'exploitant indique un dépassement en concentration NOx par rapport à la VLE pour le combustible gaz lors des essais PMD. Il précise avoir mené des investigations pour en déterminer la cause, sans succès pour l'instant.</p> <p>Le rapport a été transmis post inspection. L'Inspection constate également un dépassement en concentration Nox pour le combustible Gaz en période MT et un dépassement en flux NOx pour l'une des mesures PMD.</p>

<p>Contrairement aux dispositions de l'article 3.2.8.6 de l'APC du 25/07/2022, l'exploitation n'a pas justifié les dépassements des VLE pour le flux NOx du gaz en PMD ni pour la concentration NOx du gaz en MT, nui proposé de mesures correctives.</p> <p>L'Inspection constate dans les annexes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'absence des mesures de SO2 et Poussières dans les essais 2 et 3 au FOD en période MT</li> <li>- l'absence des mesures de SO2 dans l'essai 3 au FOD en période PMD</li> <li>- l'absence des mesures de SO2 et Poussières dans les essais 2 et 3 au GAZ en période MT</li> </ul> <p>L'Inspection constate que l'exploitant n'a pas effectué le minimum de 3 mesures tel que prescrit par son arrêté d'exploitation pour les mesures dont les valeurs de l'année précédente étaient supérieures à 20 % des VLE.</p> <p>Le contrôle périodique de la TAC6 a été réalisé en octobre 2025 et l'exploitant n'a pas encore reçu le rapport de contrôle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Suite n°20251118-8 :</u></b>  L'exploitant n'a pas réalisé les 3 mesures minimales des polluants pour chaque palier de mesures, tel que prescrit par l'article 3.2.8.2, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2022.  L'exploitant justifiera l'absence des mesures en SO2 et poussières, dans le cas contraire, il transmettra le rapport actualisé à l'Inspection, en y intégrant les résultats des mesures de SO2 et poussières des 3 essais pour les deux paliers de mesures et les deux combustibles.</p> <p><b><u>Suite n°20251118-9 :</u></b>  Il est demandé à l'exploitant de justifier les dépassements en flux et concentration des NOx pour le gaz et d'indiquer les mesures correctives qu'il compte mettre en œuvre, conformément aux dispositions de l'article 3.2.8.6 modifié de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>